



Octobre 2022
Bureau Bamako

Revue de presse du Mali

01.10. – 15.10.2022

Bienvenue sur la revue de presse bi-hebdomadaire de Konrad-Adenauer-Stiftung sur le Mali

La revue de presse bi-hebdomadaire a pour but d'explorer et de vous tenir informé sur la situation au Mali et sur des questions sélectionnées relatives à la politique, à l'économie et à l'insécurité.

Contenu

- **PAIX ET SÉCURITÉ**
Le Premier ministre par intérim du Mali souhaite une adaptation de la MINUSMA
- **REACTIONS, ACTEURS POLITIQUES...**
- **« Une preuve de la renaissance d'un nouveau Mali »**

PAIX ET SÉCURITÉ

Le Premier ministre par intérim du Mali souhaite une adaptation de la MINUSMA

A la 77e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Premier ministre par intérim du Mali, Abdoulaye Maïga, a assuré que le peuple malien restait reconnaissant des efforts et des sacrifices consentis par la Mission des Nations Unies, la MINUSMA, mais, estime que, près de 10 ans après son établissement, les objectifs pour lesquels elle a été déployée au Mali « ne sont pas atteints ».

Il a donc réitéré la demande « maintes fois exprimée » de son gouvernement d'un « changement de paradigme » et d'une « adaptation de la MINUSMA à l'environnement dans lequel elle est déployée et d'une meilleure articulation de cette mission avec les autorités maliennes ».

Le Premier ministre a d'autre part exprimé son « profond désaccord » au Secrétaire général de l'ONU à la suite de sa « récente sortie médiatique », l'accusant de « prendre position » sur l'affaire des 46 « mercenaires » ivoiriens, « une affaire bilatérale et judiciaire », entre deux pays frères, qui « ne relève pas des attributions » de M. Guterres.

M. Maïga s'en est également pris à plusieurs dirigeants d'Afrique de l'Ouest. Au Président en exercice de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Umaro Sissoco Embaló, il a signifié qu'il existe un « principe de subsidiarité » entre la CEDEAO et les Nations Unies et « non un principe de mimétisme ».

Processus de transition

M. Maïga a ensuite expliqué que, depuis le mois d'août 2020, le Mali se trouve dans un processus de transition, qui prendra fin le 26 mars 2024 par le transfert de pouvoir aux autorités élues. D'ici à cette échéance, et conformément aux recommandations des assises nationales de la refondation, les autorités de la transition se sont engagées, dans deux chronogrammes convenus avec la CEDEAO, à faire des réformes politiques et institutionnelles, avant d'organiser des élections, dont l'objectif ultime est de refonder l'État malien, afin qu'il réponde aux aspirations profondes et légitimes de notre peuple à la paix.

Peu de gens savent, a ajouté le Premier Ministre, que le Mali est le seul pays au monde dans lequel se superposent et se déroulent simultanément « quatre types d'insécurité : le terrorisme, les conflits communautaires manipulés par les terroristes et leurs parrains étatiques étrangers, la criminalité transnationale organisée et les actions violentes d'individus isolés ».

Saluant les Forces de défense et de sécurité du Mali, « déterminées à faire face à toutes les menaces, d'où qu'elles viennent », et affirmant que les groupes terroristes avaient été « sérieusement affaiblis », M. Maïga a toutefois reconnu que la solution uniquement militaire ou sécuritaire avait ses limites.

C'est la raison pour laquelle, en appui à l'action militaire, le gouvernement du Mali s'est doté d'une stratégie globale et intégrée, avec comme objectif la restauration de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire national, a poursuivi le Premier Ministre. M. Maïga a insisté sur la mise en œuvre parallèle, « diligente et intelligente » de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issue de l'Accord d'Alger, qui demeure une priorité stratégique des autorités de la transition.

Influences extérieures négatives

Le Premier Ministre a par ailleurs dénoncé « les influences extérieures négatives ». Le monde se souviendra « qu'après avoir été abandonné en plein vol », le 10 juin 2021, par la France qui a décidé unilatéralement de retirer la force Barkhane du Mali, son pays a été ensuite « poignardé dans le dos » par les autorités françaises, a déclaré M. Maïga.

Accusant la France d'avoir violé l'espace aérien malien plus d'une cinquantaine de fois en apportant des « renseignements, des armes et munitions aux groupes terroristes », il a rappelé que, le 15 août dernier, le Mali avait officiellement demandé une réunion urgente du Conseil de sécurité sur cette question et a reproché à la France de faire obstacle à un tel débat destiné à « la manifestation de la vérité ».

Tout en assurant que les opérations militaires des Forces de défense et de sécurité du Mali étaient conduites « dans le strict respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire », il a ajouté que le Mali « s'oppose avec véhémence à l'instrumentalisation de la question des droits de l'homme à des fins politiques, de positionnement, voire de chantage ou d'intimidation ».

Enfin, M. Maïga s'est voulu rassurant en réaffirmant que les autorités de la transition malienne n'avaient d'autres objectifs que de faire des réformes politiques et institutionnelles, avant d'organiser des élections, tout en luttant obstinément contre le terrorisme.

Ces réformes permettront, a-t-il conclu, d'améliorer la gouvernance et toutes les dispositions seront prises pour que la démocratie malienne soit la « plus enviée au monde ».

Source : ONU INFO

REACTIONS, ACTEURS POLITIQUES...

Les propos du premier ministre par intérim à l'assemblée générale des Nations Unies ne font pas l'unanimité au sein de la classe politique malienne. Certains partis politiques se reconnaissent dans le discours du colonel Abdoulaye Maïga, d'autres estiment que c'est un « discours va-t-en guerre ».

Le Parti pour le Renouveau et le Développement, P.R.D, se retrouve dans ce discours tenu samedi dernier à l'ONU. Sa présidente Assétou Sangaré soutient que l'allocution du colonel montre « une rupture dans la pratique et la vision du Mali de demain ».

« Nous assistons à un changement du monde. Les cartes du monde sont en train d'être redistribuées. Le Mali ne doit pas rester en marge de ça après tout ce que nous avons vu au cours des douze dernières années », estime Assétou Sangaré. « Mais nous ne pouvons plus continuer sur cette voie. Il faut reconnaître que nous avons vu ses limites et ses résultats », rappelle Mme Sangaré. Donc selon elle, « le PRD se reconnaît dans ce discours ».

Mais le regroupement politique Action Républicaine pour le Progrès ARP n'a pas le même avis. Ses responsables estiment que l'intervention du chef du gouvernement par intérim était « agressive et peu porteuse des défis du Mali ».

« Nous ne nous retrouvons pas dans les propos du PM parce que nous pensons qu'il est allé exposer les problèmes sécuritaires auxquels nous sommes confrontés », martèle Zeinab Evelyne Jacques. Pour la vice-présidente de l'ARP, ce discours « n'a rien à voir avec le patriotisme ». « On voudrait que les autorités sortent de cet état d'esprit qui n'apporte rien à un État », poursuit Zeinab Evelyne Jacques.

suite page 3

« Une preuve de la renaissance d'un nouveau Mali »

« Ce discours a été un grand soulagement pour tous les maliens du monde entier », affirment certains habitants de Bamako. Ces derniers estiment que l'allocution du Premier ministre par intérim est une preuve de la renaissance d'un nouveau Mali.

Moussa Mara

Ancien Premier ministre dans son communiqué a écrit ceci : « Je me réjouis que le Mali par la voix de son chef de gouvernement réaffirme son attachement au respect des droits de l'homme, à la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation, au retour à l'ordre constitutionnel et à une résolution des crises qu'il traverse par la délivrance de services adéquats aux populations en matière de sécurité, de justice et de bien-être.

En revanche, je déplore le ton belliqueux employé vis-à-vis de certains partenaires, particulièrement ceux de notre espace sous-régional et qui risquent malheureusement de détériorer les relations de bon voisinage avec ces pays qui nous entourent.

Il est évident que le temps significatif consacré à répondre à des commentaires à notre endroit, aurait pu être mis à profit pour mettre en évidence les préoccupations concrètes, réelles et fortes de nos compatriotes ainsi que les solutions envisagées pour leurs résolutions.

Il est tout aussi dommage que le discours lu au nom du Mali n'ait pas davantage soutenu le vœu du Continent, exprimé par le Président de l'Union Africaine pour la réforme du conseil de sécurité eu égard à l'évolution du Monde. Il en est de même de nos préoccupations vis-à-vis des changements climatiques qui impactent durement notre pays et expliquent en partie les crises que nous traversons.

Compte tenu des fragilités du Mali, illustrées par la présence à ses chevets depuis plus d'une décennie, de l'ensemble de la communauté internationale, la multiplication des frondes et l'adoption d'une posture agressive vis-à-vis de l'extérieur sont contre productives pour notre pays.

J'invite en conséquence, nos autorités, à privilégier, en toutes circonstances, un dialogue constructif et apaisé avec tous, à recoudre les fils cassés avec nos voisins en particulier et plus généralement nos partenaires et à se focaliser davantage sur les préoccupations quotidiennes de nos concitoyens ainsi que les missions assignées par la charte de la transition.

C'est uniquement à ces prix que notre pays retrouvera, conformément à ses valeurs et à sa grandeur d'antan, le chemin de la paix et de la prospérité.

L'ADEMA-PASJ exprime son désaccord contre le clash envers les présidents des pays voisins

L'Alliance pour la démocratie au Mali-Parti africain pour la solidarité et la justice(ADEMA-PASJ) se réjouit du discours du Premier ministre par Intérim à la tribune des Nations Unies, toutefois, elle invite les autorités maliennes à privilégier, en toutes circonstances, un dialogue constructif et apaisé avec la communauté Internationale, particulièrement, avec tous les pays voisins du Mali.

Dans son communiqué, le parti de l'Abeille solitaire annonce avoir suivi avec un grand intérêt le discours prononcé par le PM par intérim du Mali.

« L'ADEMA-PASJ, estimant que la tribune des Nations Unies est l'espace privilégié pour exposer les priorités nationales, les réponses locales et sa vision du monde, félicité le Premier ministre par intérim du Gouvernement de la Transition pour son discours, rappelant les trois principes qui guident l'action publique au Mali : le respect de la souveraineté, le respect des choix stratégiques et de partenaires, la prise en compte des intérêts vitaux du peuple précise le communiqué.

A cet effet, le parti se réjouit de certaines parties du discours.

Il s'agit notamment, fin de la Transition prévue : « le 26 mars transfert de pouvoir aux autorités élues ; certaines avancées significatives, notamment, la promulgation de la loi électorale et la mise en place d'une Commission chargée de la rédaction de la nouvelle constitution ; là dotation du gouvernement du Mali d'une stratégie comprenant des mesures politiques, sociales, de développement, y compris la fourniture des services sociaux de base à nos populations la mise en œuvre diligente et intelligente de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du processus d'Alger.

« L'ADEMA-PASJ se réjouit également de l'affaiblissement des groupes terroristes, de l'intensification des efforts du Mali pour recruter, équiper, former et renforcer les capacités opérationnelles des forces de défense et de sécurité et encourage les Autorités de la Transition à poursuivre les efforts de stabilisation du centre et de sécurisation de l'ensemble du territoire nation », renchérit le parti ADEMA-PASJ.

Toutefois, l'Abeille solitaire, attaché à l'esprit panafricaniste de notre Loi fondamentale et soucieux des rapports de bon voisinage, invite nos autorités, à privilégier, en toutes circonstances un dialogue constructif et apaisé avec la Communauté internationale, particulièrement, avec tous les pays voisins du Mali.

De plus, le parti réitère, conformément à ses différentes déclarations précédentes, salue les efforts de la communauté internationale, à travers les pays de la CEDEAO, de l'UEMOA, de l'Union africaine et les Nations unies et les invite à persévérer dans leur accompagnement franc et sincère du Mali, victime du terrorisme, de conflits communautaires manipulés, de criminalité transnationale organisée et de violences ciblées isolées.

Source : Indicateur du Renouveau

Konrad-Adenauer-Stiftung e. V.

Ulf Laessing, Directeur régional programme Sahel
basé à Bamako

Aminata Traore, Assistante de Programme / rédactrice
en chef de la revue de presse

Bureau du programme Régional Sahel / Bamako

www.kas.de/Sahel

https://twitter.com/KAS_Sahel

<https://www.facebook.com/KAS.Sahel>

Ulf.laessing@kas.de / Aminata.traore@kas.de

Badalabougou - Est
Bamako/Mali
B.P. E 1247
Téléphone:
+223-20.23.00.36
Info.bamako@kas.de
www.kas.de/sahel

www.kas.de